



# Conseil de sécurité

## CS/11046

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Conseil de sécurité

6986<sup>e</sup> séance – après-midi

**« RÉSOUDRE UN CONFLIT PAR DES MOYENS PACIFIQUES, ET NON PAS EN  
RECOURANT À LA GUERRE OU À LA VIOLENCE, EST POSSIBLE EN SYRIE COMME  
AILLEURS DANS LA RÉGION », RAPPELLE OSCAR FERNANDEZ-TARANCO**

« Une solution aux conflits au Moyen-Orient est possible si des engagements « courageux et mutuels » sont pris aux niveaux national, régional et international pour les régler non pas par la guerre ou la violence, mais par des moyens pacifiques, a déclaré, cet après-midi, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco, devant les membres du Conseil de sécurité.

« Le Moyen-Orient vit des jours dangereux et tragiques, et le fléau de la guerre détruit, une fois de plus, des vies humaines et les espoirs », a-t-il déclaré, au cours de la séance d'information mensuelle sur la situation dans cette région, y compris la question palestinienne.

« Tandis que la tragédie humaine se poursuit en Syrie et que ses pays voisins, en particulier la Jordanie et le Liban, absorbent les conséquences humanitaires de cette crise, aucune solution ne se profile à l'horizon », a-t-il rappelé.

Sur le terrain, la situation continue de se dégrader et l'implication directe du Hezbollah, en Syrie, a donné un nouvel élan à l'approche militaire du Gouvernement syrien, a expliqué le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques. Il a, par ailleurs, ajouté que les déclarations faisant état d'un appui militaire direct aux parties en conflit ne faisaient qu'anticiper une escalade.

De son côté, la population syrienne continue de subir les lourdes conséquences de cette crise. Plus de 93 000 personnes ont perdu la vie, tandis que des milliers d'autres continuent de fuir vers les pays voisins ou de la région. « À présent, on compte près de 1,7 million de réfugiés syriens », a-t-il indiqué, en notant que les institutions humanitaires estimaient, par ailleurs, que 6,8 millions de personnes avaient besoin d'une assistance à l'intérieur du pays.

« Comme l'a réitéré à plusieurs reprises le Secrétaire général, il n'y a pas de solution militaire au conflit », a souligné M. Fernandez-Taranco.

M. Ban Ki-moon, a-t-il indiqué par ailleurs, poursuit ses contacts avec les États Membres et les organisations régionales en vue de renforcer « l'occasion diplomatique » qu'offre l'accord intervenu, le 7 mai dernier, à Moscou. Le Secrétaire d'État américain, M. John Kerry, et le Ministre russe des affaires étrangères, M. Sergey Lavrov, s'étaient entendus pour amener les parties syriennes à trouver une solution politique à la crise, a-t-il rappelé.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a également salué la décision prise par les dirigeants du G-8 (États-Unis, Fédération de Russie, Japon, France, Allemagne, Italie, Royaume-Uni et Canada), lors de leur sommet en Irlande la semaine dernière, d'amener les parties à la table des négociations.

Pour leur part, le Représentant spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes pour la Syrie, M. Lakhdar Brahimi, et le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, M. Jeffrey Feltman, continuent d'explorer les possibilités pour la tenue d'une conférence internationale, à Genève, afin de permettre aux parties de déterminer conjointement la pleine mise en œuvre du Communiqué de Genève du 30 juin 2012.

S'agissant des allégations concernant l'utilisation d'armes chimiques, M. Fernandez-Taranco a précisé que la mission des Nations Unies chargée d'enquêter sur cette question n'avait pas été en mesure d'établir les faits en Syrie. Le Gouvernement syrien lui avait tout simplement refusé l'accès.

« Plusieurs autres recours à des armes chimiques ont été signalés au Secrétaire général par des États Membres et le Chef de la mission, M. Åke Sellström, qui envisage d'autres options pour établir les faits, y compris dans les pays voisins », a-t-il précisé.

Concernant le conflit israélo-palestinien, M. Fernandez-Taranco a réitéré que la reprise des pourparlers entre les deux parties était la seule manière de parvenir à la solution de deux États vivant côte à côte dans la paix et la sécurité.

La reprise de ces négociations, a-t-il estimé, exige que les parties établissent un cadre précis, avec un calendrier crédible et prennent des mesures visant à instaurer la confiance.

« Cela passe par un engagement politique des deux dirigeants, le Premier Ministre israélien, M. Benjamin Netanyahu, et le Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas », a-t-il ajouté. « Les possibilités sont limitées et doivent être préservées », a-t-il dit.

Concernant la situation sur le terrain, précisément, a fait remarquer M. Fernandez-Taranco, le Secrétaire général est « troublé » par des informations faisant état de la planification de plusieurs unités de logement dans la colonie d'Itamar, en Cisjordanie.

Le Secrétaire général s'est aussi inquiété des informations publiées par le Bureau central israélien de statistiques, selon lesquelles il y aurait eu, en 2013, 875 débuts de chantier de construction d'unités de logements. « Cela représente une augmentation de 176% par rapport à la même période en 2012, soit un record pour ces sept dernières années », a-t-il précisé.

Du côté palestinien, les tirs de roquettes lancés contre Israël depuis Gaza se poursuivent, a-t-il dit, en rappelant qu'hier, un bus israélien avait été pris pour cible près de Naplouse.

M. Fernandez-Taranco a aussi indiqué que, selon les conclusions préliminaires d'une étude conjointe des Nations Unies, l'insécurité alimentaire touche, à présent, 1,6 million de Palestiniens dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

« C'est une période difficile pour les Nations Unies et notre capacité collective à nous montrer à la hauteur des valeurs et principes de la Charte est freinée. Aussi difficile que semble la tâche, le Conseil de sécurité et l'ONU ne peuvent pas baisser les bras et laisser un sentiment d'impuissance collective ronger notre sens des responsabilités », a insisté M. Fernandez-Taranco.

« Résoudre un conflit et trouver la voie vers une coexistence pacifique et le respect mutuel de tous est possible. Cela exige des engagements courageux et mutuels aux niveaux national, régional et international, ainsi qu'un engagement à régler ce conflit par des moyens pacifiques, et non pas par la guerre ou la violence. Cela est vrai en Syrie, comme ailleurs », a-t-il conclu.

\* \* \* \* \*

---

À l'intention des organes d'information • Document non officiel